

D'UN SIÈCLE À L'AUTRE: LA FÉDÉRATION NATIONALE DES FEMMES CANADIENNES-FRANÇAISES

Lucie Brunet et Chantal P. Cholette

Conforme au modèle des associations créées au début du siècle, les dirigeantes de la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises (FNFCF) ont toujours joué un rôle dominant au sein de ces regroupements. On peut même affirmer que les orientations, les gestes que la FNFCF a posé depuis sa fondation en 1914 ont été surtout, pour ne pas dire uniquement, guidés par la personnalité de ses présidentes.

Il faut tout d'abord souligner l'apport monumental de sa fondatrice, Almanda Marchand. Celle-ci dirigea les destinées de l'organisme pendant 32 ans, tout en élevant une famille de neuf enfants. Elle avait 77 ans au moment de sa démission comme présidente en 1946.

D'ascendance anglophone, Almanda Marchand fut une femme de conviction, d'énergie et de courage inégalés. Lorsqu'elle fonda la FFCF, en 1914, c'était principalement dans le but de contribuer aux oeuvres de la guerre. De classe sociale aisée, elle n'hésitait pas à s'impliquer dans toutes sortes de causes, à intercéder en faveur des démunis et à défendre le fait français.

Bien que la FFCF regroupait, dans ses années formatives, quelques milliers de femmes francophones catholiques à travers le pays, leurs revendications avaient bien peu en commun avec le discours féministe d'aujourd'hui. L'objectif premier de l'organisme, à l'époque, était de perpétuer ce que l'historien Marcel Rioux a appelé l'idéologie de conservation, soit la préservation de la langue française et de la religion catholique. Leurs revendications visaient, par exemple, à réclamer des écoles, des services et des représentants de langue française ou à obtenir justice pour les catholiques d'expression française.

Les sections locales, qui étaient alors concentrées en Ontario, mais qu'on retrouvait également au Québec et dans l'Ouest, centraient leurs activités sur la paroisse surtout, sous l'oeil vigilant et approuvateur du clergé. Les membres étaient toujours prêtes à se dévouer, à

porter secours, et leur action sociale était acceptée par leur entourage, dans la mesure où elles ne remettaient pas en question les rôles traditionnels de l'homme et de la femme. Les oeuvres charitables de la FFCF consistaient à aider les démunis: les vétérans de guerre et leurs familles, les sans-travail, les orphelins, les affligés de la famine dans l'Ouest, pour n'en nommer que quelques-unes.

À la tête de toutes ses initiatives, Almanda Marchand était inlassable. Militante de longue date au sein du Parti libéral, elle tenta en vain de se faire nommer au Sénat. Elle reçut plusieurs décorations soulignant son énorme contribution; elle fut même nommée membre de l'Empire britannique en 1943.

Quoique son action sociale et politique n'était pas à proprement parler d'orientation féministe, ceci n'enlève rien à son apport remarquable à la société canadienne-française de l'époque, apport qui n'est, malheureusement, aucunement reflété dans les livres d'histoire. Par son courage et son esprit visionnaire, elle fut un rôle-modèle, source d'inspiration pour plusieurs de ses successeuses.

Ainsi jusqu'à la fin des années 50, la Fédération et ses sections ont poursuivi l'orientation donnée par la fondatrice de l'organisme, soit les activités de bénévolat paroissial telles les quêtes de fonds pour le curé, l'église, l'école et les indigents.

Dans un document qui porte sur l'évolution de la Fédération,¹ on souligne les orientations qu'une autre présidente de la FNFCF, madame Rose-Alma Sauvé Boulton, n'a pas hésité à donner au cours de son mandat de 1957 à 1971:

Aujourd'hui, la Fédération des femmes canadiennes-françaises est un regroupement comptant 7 000 membres, répartis à travers tout le pays. Les besoins sont différents et celle qui depuis 10 ans préside, avec dynamisme, tact et un rare sens d'organisation, aux destinées de l'Association, madame Rose-Alma Sauvé Boulton, ne craint pas d'innover, lorsque les

*constitutions demandent une adaptation à l'ère des fusées. Poursuivant le but ultime du mouvement: "Tenir la femme à la page dans la famille et dans la cité," madame Sauvé-Boulton propose un développement linguistique, économique et même politique. Poursuivant le but de la fondatrice, elle préconise "une prise de conscience des responsabilités de chacune pour imposer le respect de notre foi, de notre langue, de nos droits."*²

C'est dans le contexte des années 60 et de la révolution tranquille qui transforme le Québec que madame Sauvé-Boulton prend les guides et qu'elle s'inspire d'Almanda Walker Marchand pour proposer aux femmes de la FNFCF de prendre leur place "dans la famille et dans la cité."

On comprend donc que déjà, en 1967, madame Sauvé-Boulton n'hésitait pas à envisager la dimension politique et économique de l'engagement des femmes.

Après madame Sauvé-Boulton, une autre présidente, madame Jacqueline Carrier-Martin souligne dans le cadre d'une participation à l'émission "Femmes d'aujourd'hui," l'importance de s'engager. Au congrès de 1972, le thème sera: Participation-réalité ou illusion. Ce qu'il y a d'étonnant dans ce congrès d'orientation vers des préoccupations plus féminines, moins paroissiales, c'est la place prédominante occupée par les membres du Clergé. Il faut consulter le compte-rendu de Lise Lecompte, archiviste, pour réaliser jusqu'à quel point la FFCF s'oriente vers de nouveaux champs à la veille de l'Année internationale de la femme (1975), quelques années après la montée du "French Power" à Ottawa:

*Les femmes, si elles désirent se faire entendre efficacement, devront se joindre aux mouvements politiques. Ont-elles peut-être trop tardé à s'intéresser à la politique et à revendiquer leurs droits? (. . .)*³

En 1979, madame Gisèle Richer succède à madame Martin. Le congrès de 1979 est un congrès de grande importance puisque sous le thème Orient' Action, il dessine les grandes

lignes du plan d'action qui sera adopté deux (2) ans plus tard, soit en juin 1981. En 1982, Jacqueline Collette assure la direction de la Fédération et voit à la réalisation du plan d'action. Souhaitant une ouverture de l'organisme sur le milieu et visant la réalisation d'un projet national d'expansion, la Fédération se penche sur le renouvellement de sa constitution. Du même coup, on rêve d'un rôle accru et d'une participation plus entière au pouvoir d'initiative des communautés francophones et au dossier de la condition féminine.

Depuis la restructuration de la Fédération en 1985 "la FNFCF est en changement. Et par ricochet, le membership aussi. Des groupes, d'un bout à l'autre du pays, réaménagent leurs structures et planifient leurs actions futures, d'autres entreprennent une action politique ou une démarche de concertation."⁴ Avec comme objectif ultime "d'édifier une société juste," la Fédération continue de se transformer et les nouvelles couleurs qu'on lui dessinent sont l'oeuvre des nombreux

groupes-membres qui en font partie et de celles qui y contribuent activement.

Aujourd'hui, la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises se distingue de par son rôle unique et essentiel de porte-parole des femmes francophones vivant en milieu minoritaire.

Parmi ses réalisations, la publication trimestrielle d'opinion et d'information *Femmes d'Action* joue un rôle de premier plan. Chaque parution traite d'un thème ou d'un dossier particulier comme celui des pionnières qui ont aussi façonné le Canada français mais qui demeurent depuis ce temps les héroïnes de l'histoire officielle.

¹Micheline Desjardins, *L'évolution de la FNFCF de 1914 à nos jours* (FNFCF, 1985).

²Emilia B. Allaire, *Profils féminins* (Québec: Editions Garneau, 1967), p. 208 à 215.

³Ibid, réf. 1.

⁴Nycol G. Vinette, "Une étape dans l'évolution de la FNFCF," dans *Femmes d'Action*, vol. 16, no. 2, L'autonomie

financière, Ottawa, Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises, (c) 1986. p.7.

Lucie Brunet a oeuvré pendant 12 ans au gouvernement fédéral dans le domaine de la qualité de vie au travail et des pratiques de gestion innovatrices. Elle a milité dans plusieurs groupes des femmes franco-ontariens. Elle travaille maintenant à son compte (consultation et recherche) et dirige un cours sur le travail à son compte au Collège Algonquin. Elle prépare une recherche sur Almanda Marchand pour l'émission Témoins du passé qui sera diffusée sur les ondes de T.V. Ontario, le 27 février prochain.

Native du Nord de l'Ontario, Chantal Cholette agit présentement à titre d'agente d'information auprès de la FNFCF. Elle siège au Conseil d'administration du Centre d'accès pour femmes de l'Est Ontarien. Elle s'intéresse particulièrement au graphisme et aux arts visuels. Elle a contribué à des périodiques ontariens tels Bonjour chez nous et le Goût de vivre.

SIMON FRASER UNIVERSITY



CHAIR IN WOMEN'S STUDIES

The Women's Studies Program at Simon Fraser University is seeking a senior candidate for the Ruth Wynn Woodward Endowed Chair beginning in either May or September 1988. The appointment may be made for eight or twelve months. Applicants with a specialty in Canadian women and the arts are invited; expertise in feminist literature and literary criticism is particularly sought. Applicants must be Canadian citizens or landed immigrants, and must have appropriate academic or professional qualifications. Responsibilities will include teaching, public lectures and community outreach. Salary will be that of a senior scholar.

Candidates should send a curriculum vitae and the names and addresses of three referees, no later than 15 January 1987, to:

Mary Lynn Stewart, Coordinator
Women's Studies Program
Simon Fraser University
Burnaby, BC
V5A 1S6
Telephone: (604) 291-3593

Women in Politics • Vancouver Island Profiles

SHARING POWER

A Political Skills Handbook by
Josephine Payne-O'Connor, Ph.D.

SHARING POWER takes a personal look at the lives and work of Vancouver Island women who have taken on the challenge of political power. As lobbyists, community leaders, political reporters, aldermen, band councillors, chiefs, mayors, regional district chairmen, and members of the provincial legislature, these women understand sharing power and explain, through personal interview, how it works. From fundraising to campaigning and from public speaking to decision-making, they demystify politics and offer an invitation to women to join them in **SHARING POWER**.

COPIES OF THIS HANDBOOK CAN BE OBTAINED FROM:

Victoria Status of Women Action Group,
P.O. Box 6296, Station C,
Victoria, B.C.
V8P 5L5
Canada.

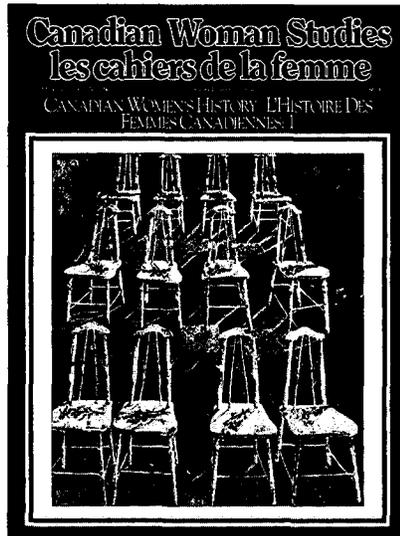
Why a magazine is not like any other product... and why that matters to you

Consider the magazine you are now holding. At one level, it is a product: ink applied to paper. Yet the reasons for which you value this magazine have nothing to do with either ink or paper. You're reading these pages for the images, the messages, the ideas.

It is particularly important to you because, like you, it's Canadian.

Why we need our magazines

- They're produced (written, edited, photographed, illustrated) by Canadians, and thus carry information about us and present our point of view.
- They reflect what we are interested in, preserving and encouraging our own unique values, the way we look at ourselves, the way we look at the world.
- They help us create the stars, the legends we need. Canadian magazines foster our own sense of ourselves.
- They present the best of the literature, prose and poetry that we produce.
- They express the regional differences that distinguish us from one another, and the national pride and purpose that link us together.
- They tie us together with a ribbon of print, and help us define who we are.
- They give us a vital voice of our own.



We've got our own excellence

A Canadian magazine is something special. It adds a journalistic dimension that no other medium can provide—depth and wholeness and texture, plus the visual impact of graphic design. Because a magazine is free from daily deadlines, it can achieve a level of thoroughness and excellence that is seldom attainable in other media.

How the governments of Canada helped

To assure Canadians the information a free and independent people need (given our small, spread-out population and powerful foreign competition), successive governments over the past century have gradually built a structure of postal, tariff and tax-related incentives and supportive measures.

And they have worked! Today Canada has a healthier magazine industry than ever before, with some 5,000 periodicals for people of every interest and location.

But it's a fragile industry: At last count more than half of Canada's periodicals had circulations of fewer than 2,000 copies per issue, and only 110 periodicals had circulations of 100,000 or more per issue. Foreign publications still account for 77% of all English-language newsstand sales.

The threat to your magazine

The Government in Ottawa is now threatening to treat Canada's magazines as if they were so many widgets. It's threatening to eliminate the postal, tariff and tax-related incentives and supportive measures...to dismantle the very structure that past governments have worked so hard to build and maintain.

The Government in Ottawa is threatening the survival of the majority of Canada's magazines and considering measures that will significantly raise the cost to readers of those that survive.

Canada's magazines tell us about ourselves. They're a voice of our own. If the current Government in Ottawa were to treat Canada's magazines as if they were just another product, it would diminish (or even silence) that voice forever.

**CANADA'S
MAGAZINES**

...a voice of our own